

LETTRES

SOMMAIRE

- Et si le socle n'existait pas ? p.2
- EAF : pas de nouvelle ? Mauvaise nouvelle ? La série L discréditée p.3
- Examens du brevet et du bac : peut mieux faire ! p.4

CE 4 PAGES A ÉTÉ RÉALISÉ PAR MARYLÈNE CAHOUET, MAGALI ESPINASSE ET VALÉRIE SULTAN

Une discipline éparpillée « façon puzzle »...

Cette année marque un cap dans la dégradation du métier pour l'ensemble des collègues de lettres. Au-delà des suppressions de postes et des conditions de travail qui s'aggravent, les nombreux témoignages exprimés par la profession font état d'une perte de sens généralisée : les collègues de collègue, qui se débattaient déjà avec un programme infaisable truffé d'erreurs et d'aberrations largement dénoncées par le SNES se retrouvent à présent confrontés à un livret de compétences délirant dans lequel notre discipline est particulièrement mise à mal (voir analyses sur notre site).

Pendant ce temps, la réforme des lycées poursuit ses dégâts : nos collègues risquent fort de se retrouver, dans le cadre du tronc commun, avec des effectifs pléthoriques, mélangeant des élèves issus de toutes les séries en classe de Première. Très pratique pour les préparer à des épreuves d'EAF, dont nous ignorons toujours les contours. L'empilement de mesures connexes telles que l'histoire des arts en collège, les enseignements d'exploration et l'accompagnement personnalisé en lycée, donne l'impression d'un émiettement des contenus, au profit d'activités trop souvent disparates et chronophages. Et ne parlons même pas des programmes, qui seront renouvelés l'année prochaine sur les deux niveaux.

En Terminale, nos collègues se retrouveront bientôt (rentrée 2012) avec un programme aussi flou que pléthorique, sur la base d'une forte réduction horaire. Et les « Mémoires » du général de Gaulle seront la cerise sur le gâteau pour la deuxième année consécutive.

En attendant, aucun soutien ne nous est apporté sur les questions de fond comme la lutte contre l'échec. Moins les enseignants sont formés, plus ils sont livrés à eux-mêmes dans le cadre du « renvoi au local » et plus on les sollicite pour faire tout et n'importe quoi à coups d'injonctions absurdes et contradictoires. Et tant pis pour les élèves ! Ce profond mépris pour la profession est désormais ouvertement assumé, tant par le ministère que par le Doyen de l'Inspection générale qui, retranché dans sa tour d'ivoire, ne nous a pas autorisés à rencontrer les inspecteurs généraux chargés des langues anciennes et des programmes de lycée : une grande première !

En attendant, la colère gronde de toutes parts : nous ne les laisserons pas liquider notre métier et notre école !

Le SNES porte une autre ambition pour l'enseignement des lettres, élément constitutif de la culture commune et de la formation du citoyen. Il continuera de porter les exigences des personnels dans l'action qu'il initiera à la rentrée et dans ses propositions à l'occasion des élections professionnelles d'octobre 2011. ■

Sandrine Charrier, secrétaire nationale, responsable du secteur Contenu
Magali Espinasse, Valérie Sultan, responsables du groupe Lettres

OBSERVATOIRE
NATIONALsnes
fsuDES PROGRAMMES
ET DES PRATIQUES

Si vous souhaitez réagir
à cette publication,
formuler des suggestions,
être inscrit(e) sur notre liste
de diffusion ou rejoindre
le groupe lettres du SNES,
n'hésitez pas à nous écrire
à l'adresse suivante :
groupe-lettres@snes.edu

Et si le socle commun n'existait pas ?

Depuis 2006, on nous serine que le socle commun est le concept moderne grâce auquel on va éradiquer l'échec scolaire. Son programme contiendrait ces savoirs et compétences de base à partir desquels les élèves mais aussi les adultes pourraient ensuite poursuivre études et apprentissages « tout au long de la vie ».

On pourrait en conclure, un peu naïvement, que les programmes de collège complètent ceux du primaire selon la sacro-sainte formule « *aller du simple au compliqué* » et que ceux du lycée (LGT et LP) s'appuient sur le socle construit précédemment. C'était peut-être le projet, mais force est de constater qu'il n'en est rien car c'était irréalisable ! En effet, il est bien ardu, en français notamment, de définir d'un côté le simple, les bases, et de l'autre, les « compléments » à réserver pour plus tard. Ainsi, pour la maîtrise de la langue, le programme du collège continue à répéter ce qui est censé avoir été acquis au palier 2 du socle, en CM2 ! Que reste-t-il à apprendre au collège, en orthographe, quand on « *maîtrise l'orthographe grammaticale* » et « *l'orthographe lexicale* » en CM2 ? Quelle différence entre « *Repérer dans un texte des informations explicites* » associé à « *Inférer des informations nouvelles (implicites)* » (palier 2) et « *Repérer les informations dans un texte à partir des éléments explicites et des éléments implicites nécessaires* » (palier 3) ? La liaison Troisième-Secondaire n'est pas plus visible dans les programmes, qui sont rédigés dans un esprit et des objectifs totalement différents. Ceux du collège ne précisent ni problématique ni objectif d'enseignement. Dans la partie « lecture », par exemple, une seule formule est utilisée pour tous les objets d'étude : « *Le professeur fait lire...* ». Comment ? Pourquoi ? À la lumière de quelles problématiques ? Aucune réponse à ces questions qui

devraient pourtant constituer l'essentiel d'un programme. En Seconde GT, les verbes utilisés pour définir les activités font du professeur l'acteur principal, tandis que les élèves sont renvoyés à une attitude passive, simples réceptacles de connaissances : « *l'objectif est de faire connaître, montrer, donner des repères, faire apparaître* », « *le professeur amène les élèves à, il les rend sensibles, il leur fait comprendre* ». Bref, le professeur est un grand manitou qui manipule ses élèves pour en faire des êtres non pas « pensant » mais « sachant ». Le programme de Seconde Pro est rédigé dans un tout autre esprit, à partir de trois problématiques complexes, chacune se décomposant en plusieurs questions invitant les élèves à réfléchir, débattre, se déterminer, à partir de types de textes, de documents à étudier et en vue d'objectifs précis.

Ce qui a été appris au collège constitue-t-il des prérequis pour le

lycée ? Bref le socle sert-il à bâtir les étages suivants ? Pas vraiment. On recommence inlassablement à relire les mêmes auteurs, les mêmes œuvres : on retrouve la nouvelle et le roman réalistes en Quatrième et en Seconde GT. Les poètes surréalistes (particulièrement Aragon et Éluard) seront étudiés en Quatrième, Troisième et Seconde. Et bien sûr le théâtre est du XVII^e siècle ou n'est pas : en Quatrième, Troisième, Seconde GT et Pro. La notion de progression et de réinvestissement entre les deux cycles n'est évoquée qu'une fois et seulement en Seconde Pro : « *réinvestissement des lectures du théâtre du XVII^e faites au collège* ». On se demande quel sera l'intérêt du programme de Seconde GT qui ressasse jusqu'à l'indigestion les connaissances sur les genres et l'histoire littéraire déjà au cœur des programmes de collège.

Inversement, on ne voit pas comment et quand les élèves de Seconde Pro pourraient traiter les problématiques riches du programme, étant donné la quasi absence de l'argumentation dans les programmes du collège.

Ainsi, en examinant le cursus de l'élève du primaire au collège puis, au lycée, on prend conscience qu'il n'y a pas réellement de curriculum construit. Ah ! Si les concepteurs des programmes avaient travaillé ensemble ou s'étaient un brin consultés ! À moins que, contre toute attente, ils soient, comme le SNES, convaincus que le socle commun ne mérite pas d'exister... ■





EAF : pas de nouvelle ? Mauvaise nouvelle ?

La réforme du lycée n'a pas été pensée pour faire réussir plus d'élèves et il n'y a pas eu de réflexion en amont sur l'articulation programmes/évaluation des élèves.

Ainsi, les horaires de cours ont été fixés avant les programmes, lesquels ont été promulgués après une consultation symbolique (sans publication des résultats !) mais rien pour l'instant sur les épreuves du bac, et ce pour toutes les disciplines. En français, le problème devient crucial et urgent. C'est en juin 2012, c'est-à-dire dans un an, que les élèves devront passer la nouvelle épreuve de l'EAF et c'est en septembre 2011 qu'ils commencent à s'y préparer. Ajoutons que cette première session sera bien étrange puisque les candidats n'auront pas pu commencer à la préparer

en classe de Seconde, le nouveau programme n'étant pas en vigueur cette année.

Le programme précise pourtant (ce qui ne manque pas de saveur) : « *En Première, ils [les apprentissages] permettent de compléter et d'approfondir les questions abordées en Seconde et de se perfectionner dans la pratique de certains exercices d'écriture, de lecture et d'expression orale dans la perspective de l'examen final (épreuves anticipées de français)* ».

L'inspection générale, interrogée sur ce point par le groupe lettres du SNES, ne répond rien : notre demande d'audience est sans réponse depuis plusieurs mois ! Plusieurs hypothèses peuvent être faites :

- ils (la DGESCO, l'inspection générale) ne changent rien et les épreuves

orale et écrite ne tiennent pas compte du changement d'orientation du programme. Dans ce cas, pourquoi changer de programme ?

- ils mènent un vrai débat avec la profession pour repenser des épreuves cohérentes avec la formation dispensée aux élèves : on a le droit de rêver !

- ils en profitent pour laminer doucement mais sûrement le bac et passer au CCF à organiser dans les établissements, selon des modalités plus ou moins cadrées : d'autres que nous en rêvent...

L'hypothèse 1 est la plus probable mais les enseignants responsables et professionnels que nous sommes préféreraient savoir dès maintenant à quelles épreuves préparer leurs élèves... ■

La série L discréditée

D'arcos d'abord, Chatel ensuite ont prétendu que la réforme du lycée avait pour but de rééquilibrer les séries générales : S pour les « vrais scientifiques » et plus d'élèves en L. Qu'en est-il réellement ?

Rien dans l'enseignement d'exploration « Littérature et société » ne prépare réellement aux études littéraires. D'ailleurs la majorité des élèves l'ont choisi par défaut et s'y investissent moyennement... L'absence de notation, d'enjeu sur l'orientation en Première et l'imprécision des objectifs à atteindre ne contribuent pas vraiment à la crédibilité de cet enseignement.

En Première, le danger est encore plus grand. Les rectorats incitent fortement les proviseurs à prévoir pour la rentrée 2011 des groupes de français communs à plusieurs séries

générales, de façon à diminuer le coût horaire. Or les classes de L étant en général les moins chargées, il est tentant de réunir les L avec des S ou des ES pour faire un groupe de 35 en français, histoire-géographie et EPS. Mais si cela semble « techniquement » possible pour les 4 heures de tronc commun, d'un point de vue pédagogique, c'est un vrai massacre. Les 2 heures de français spécifiques aux L ne peuvent que très difficilement être menées de front avec les quatre autres car on y vise les mêmes objectifs, on travaille les mêmes exercices mais avec deux objets d'étude différents. Les élèves devraient donc étudier ces deux objets d'étude, avec la surcharge de travail que cela induit. Si les deux cours sont faits par deux enseignants différents, c'est mission impossible !

En Terminale, le programme de littérature renoue avec celui de « littérature et société » : même flou méthodologique, même faiblesse des enjeux et peu en lien avec les études littéraires universitaires (voir notre analyse sur le site www.snes.edu/Le-nouveau-programme-de-TL-est-en.html).

Ajoutons que la suppression des mathématiques en Première aboutit à une hyperspécialisation de la série qui ne sera pas compensée par la création de la spécialité « Droit et grands enjeux du monde contemporain », au programme déjà fort contesté. Devant autant d'incohérences et d'à-peu-près, on peut se demander quel sera désormais le crédit de cette série. Rien n'a été fait pour la revaloriser, bien au contraire, et l'on peut craindre pour son devenir. ■

Examens du brevet et du bac : peut mieux faire !

Notre journée de réflexion disciplinaire du 12 mai a permis de lancer un débat sur les examens de fin d'année.

Après avoir évoqué le scandaleux et sexiste sujet du DNB 2010 qui a fait couler beaucoup d'encre, (voir analyse sur notre site), nous avons plus généralement constaté l'émiettement progressif des questions posées au brevet : (exp. : « *dans les lignes 18 à 22, relevez le champ lexical de la peur* ») Certains sujets de rédaction multiplient les consignes technicistes et brident l'imagination des élèves. Les exigences en termes d'argumentation sont de plus en plus limitées. Quel est alors le sens de notre enseignement ? Et que faire réviser pour une épreuve que les élèves considèrent bien souvent comme un jeu de hasard et pour laquelle le travail fourni pendant l'année n'est pas forcément récompensé ? Ne vaudrait-il pas mieux les évaluer à partir de problématiques littéraires issues du programme ? On déplore aussi le fossé énorme existant entre le DNB et l'EAF :

nos élèves ne sont pas toujours armés pour traiter des sujets de bac souvent difficiles et le socle commun ne va rien arranger ! À l'oral, l'entretien sert bien souvent à rattraper la première partie de l'épreuve mais les examinateurs n'ont pas forcément tous les mêmes attentes puisque celles-ci ne sont pas clairement fixées.

D'autres préoccupations ont émergé : faut-il maintenir la question dans son état actuel ? La supprimer ? La remplacer par un échange sur le texte ?

La question des corrections est aussi préoccupante : les collègues se retrouvent trop souvent avec des paquets de copies, (dont la provenance est parfois connue, ce qui pose problème), sans consignes d'harmonisation ni critères de correction précis. Dans ces cas, une forme « d'intelligence collective » se met en place avec une réflexion engagée autour de quelques « copies-test » mais est-ce suffisant pour assu-

rer une réelle équité au plan national ? D'autres fois, les consignes de correction sont tellement larges que presque toutes les réponses deviennent acceptables. Pour le BTS ou le bac, les collègues ont évoqué des situations très diverses, allant du « *chacun fait ce qu'il peut* » aux « *harmonisations bâclées par téléphone* » en passant par les « *rendez-vous sur internet* ». Pour l'oral, certains reçoivent les descriptifs avec les textes mais d'autres doivent se lancer dans une épuisante « *chasse aux textes* » qui aggrave encore leurs conditions de travail.

Pour repenser la nature de ces examens, il faut poser des questions de fond : « *pourquoi évalue-t-on et que veut-on évaluer* » ? Quels types d'épreuves pourrait-on envisager pour un bac et un DNB à la fois exigeants et démocratisants ? Encore des questions essentielles sur lesquelles l'institution, très occupée à supprimer des postes, n'a pas l'air pressée de se pencher ! ■

Français et livret personnel de compétences : le grand n'importe quoi !

S'il y a une discipline émiettée avec le LPC, c'est bien la nôtre. Pas toujours facile de trouver un rapport entre le programme de Troisième, le livret de compétences et l'épreuve du DNB ! Comment gérer toutes ces injonctions contradictoires ? Notre ministre compte probablement sur la magie du « renvoi au local » pour résoudre l'équation.

Le livret contient par ailleurs quelques incongruités amusantes, notamment deux items à cocher au niveau du palier 2 (fin de CM2) : « maîtrise de l'orthographe grammaticale », « maîtrise de l'orthographe lexicale » ! Dès lors, une question se pose : si un élève de primaire quitte l'école en « sachant déjà tout », alors pourquoi avoir prévu autant d'orthographe et de grammaire dans les programmes de collège ?

En attendant, notre discipline est scindée en deux et se

promène quelque part entre le pilier 1 et le pilier 5, comme si la réflexion sur la langue était devenue indépendante de l'étude des textes. L'expression « maîtrise de la langue » pourrait d'ailleurs donner lieu à quelques débats intéressants soigneusement évacués par le ministère : en quoi consiste la « maîtrise de la langue ? » À partir de quand considère-t-on qu'elle est « maîtrisée ? » Que devient la littérature dans tout cela ? Où est la construction du sujet ? Où sont passées la construction de l'esprit critique, l'acquisition d'une culture ? Pourquoi l'argumentation a-t-elle quasiment disparu du livret ? Pour défendre leur métier, leurs élèves et conjurer l'absurdité ambiante, les collègues organisent la contre-offensive : pendant que les uns refusent de remplir le livret, d'autres le cochent en bloc pour le transformer en coquille vide.